Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 2, n° 3 | Décembre 2011

Varia

Les sports de nature en débat

Réceptions différenciées de la gestion participative dans le Parc naturel régional de Chartreuse

Outdoor Sports at Issue. Varied Reactions to Participatory Management in the Chartreuse Natural Regional Park

Yohann Rech et Jean-Pierre Mounet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9085>

DOI : 10.4000/developpementdurable.9085

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Yohann Rech et Jean-Pierre Mounet, « Les sports de nature en débat », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 2, n° 3 | Décembre 2011, mis en ligne le 04 décembre 2011, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9085> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9085>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Les sports de nature en débat

Réceptions différenciées de la gestion participative dans le Parc naturel régional de Chartreuse

Outdoor Sports at Issue. Varied Reactions to Participatory Management in the Chartreuse Natural Regional Park

Yohann Rech et Jean-Pierre Mounet

- 1 Les activités sportives de nature ont connu en trente ans un important développement à la fois quantitatif et qualitatif (Truchot, 2002). La massification de ces activités n'est pas sans poser de problèmes puisque ces pratiques nécessitent d'investir l'espace naturel afin de trouver des sites appropriés. Ainsi, les grands pôles urbains sont émetteurs d'une foule d'individus se déplaçant dans le cadre de leurs loisirs (Viard, 2006) et les espaces péri-urbains sont investis de façon plus ou moins continue en certains lieux par de très nombreux individus dont les motivations sont variées (Kalaora, 1993). Cette irruption provoque des interactions entre acteurs individuels, collectifs et institutionnels, et pose des problèmes à différents niveaux. Tout d'abord, l'investissement à des fins de loisirs de ces espaces (qui sont également des lieux de vie ou de travail) induit une cohabitation socio-spatiale complexe entre des acteurs parfois très différents (pastoralisme, sylviculture, activité cynégétique, aménageurs, gestionnaires, prestataires d'activités sportives...). Ensuite, d'un point de vue économique, les retombées indirectes que l'excursionnisme¹ génère sont presque systématiquement perçues – à tort ou à raison – comme inexistantes par les habitants. Autre point important, l'impact potentiel des activités sportives sur l'environnement, s'il reste difficile à mesurer, est source de conflits et de controverses entre différents acteurs (Mounet, 2007a). Enfin, en termes politiques, les élus locaux ont parfois du mal à cerner les enjeux d'un phénomène en constante évolution puisque les sports de nature se transforment et se renouvellent régulièrement (Pociello, 1995 ; Rech, Mounet et Briot, 2009 ; Corneloup et Mao, 2010).
- 2 Afin de réguler les comportements et de limiter certains conflits (d'usage, d'appropriation de l'espace...), les sports de nature font parfois l'objet d'une gestion de la part d'acteurs publics ou privés (pouvoirs publics, espaces protégés, fédérations sportives et clubs...). Les avancées législatives françaises depuis 2000 ont notamment participé à

institutionnaliser localement les sports de nature par le biais des Commissions Départementales des Espaces, Sites et Itinéraires (CDESI)². Une forme de gouvernance territoriale s'est ainsi instaurée au sein des Conseils généraux en impliquant les différents porte-parole les plus représentatifs. Il s'agit donc bien d'une forme de participation, mais le niveau retenu est celui d'une démocratie des porte-parole et non celui de la démocratie participative *stricto sensu* (Mermet, 2001). Or, les sportifs de nature évoluent le plus souvent en dehors des institutions sportives classiques et ne pratiquent pas nécessairement leur activité dans le cadre d'un club sportif (Mignon, 2006). Aussi, les loisirs sportifs de nature regroupent-ils majoritairement des individus « hors de toute organisation »³. Ces « électrons libres » posent de nombreux problèmes puisqu'ils sont difficilement identifiables pour les gestionnaires et ne sont pas directement représentés au sein des CDESI. Malgré cette difficulté de représentation, la concertation est devenue le maître-mot de la gestion des activités sportives de nature⁴ (Ravenscroft, Curry et Markwell, 2002). C'est tout particulièrement le cas dans les espaces protégés et dans certaines collectivités territoriales comme les Parcs naturels régionaux français.

- 3 Les Parcs naturels régionaux possèdent généralement un environnement naturel remarquable qui, au-delà de son intérêt intrinsèque, s'avère en bien des cas très attractif pour les pratiquants de sports de nature. Ces espaces à prérogatives réglementaires faibles (Mounet, 2007b) tentent à la fois de développer ces activités sportives tout en conciliant celles-ci avec la préservation de l'environnement. Les gestionnaires, confrontés à la montée du flux des sportifs de nature, souhaitent jouer un rôle de médiateur pour concilier les différents usages. S'il existe quelques tentatives locales de gestion concertée, elles relèvent toutes essentiellement d'une démocratie des porte-parole et peinent à impliquer les sportifs hors de toute organisation, pourtant majoritaires. Or, comme l'avance Theys (2003 : 3), le défi actuel des démarches territoriales de développement durable ne consiste-t-il pas, entre autres, à s'interroger sur les conditions nécessaires pour construire « une démocratie cognitive qui permette de donner une réalité concrète à la participation du public dans les décisions » ? Dès lors, on peut s'interroger sur les possibilités d'extension de cette gestion concertée à ces pratiquants « hors de toute organisation ».
- 4 L'objectif de cet article n'est donc pas d'étudier – et encore moins d'évaluer – un dispositif participatif au sens strict puisqu'ils sont encore peu nombreux dans le domaine des loisirs sportifs. Il s'agit davantage d'enquêter sur le public le plus massif des espaces récréatifs et pourtant le moins connu : les « pratiquants ordinaires »⁵.
- 5 En s'appuyant sur une étude de cas réalisée à la demande du Parc naturel régional de Chartreuse (France), cet article présente une double entrée. D'une part, nous tentons de comprendre empiriquement comment les pratiquants fréquentant un espace de loisirs sportifs de nature perçoivent la gestion de ce dernier. Qu'entendent les « pratiquants ordinaires » par *gestion* de cet espace et quel degré de conscience ont-ils du rôle et de l'action des gestionnaires ? D'autre part, cet article propose une réflexion sur les formes de démocratie dans les espaces protégés et sur la participation en particulier, qui pour l'instant est davantage un projet qu'une réalité concernant le Parc naturel régional de Chartreuse. En effet, l'offre participative dans les espaces protégés n'en est qu'à ses prémices et cet article se consacre davantage à la « demande sociale de participation » (Blatrix, 2009 : 104). Il s'agit donc de saisir comment les simples pratiquants, utilisateurs silencieux de ces espaces, se positionnent sur la perspective de cette nouvelle modalité de

gestion et de comprendre sans dimension normative s'ils envisagent leur rôle comme prépondérant ou non dans la transformation de leur espace de loisir.

- 6 Nous exposerons tout d'abord brièvement quelques particularités de la gestion des espaces naturels au regard du développement des sports de nature (section 1). En effet, l'évolution des cadres de l'action publique, notamment par le développement de la gestion concertée, conduit à réfléchir sur la manière de traiter les controverses sportives et les problèmes que pose l'incursion des sportifs dans le milieu naturel. Afin de traiter cette problématique, nous avons privilégié une entrée par le local, en réalisant une étude de cas dont la méthodologie a été fortement influencée par les contraintes de notre objet (section 2). Nous montrerons ensuite comment le discours participatif peut se représenter sur un *continuum* allant du rejet de la démocratie participative jusqu'à la volonté explicite de participation, en passant par différentes formes d'engagement ou de non-participation (section 3). Cette analyse permet de nuancer les discours apologétiques sur la participation tout en montrant les possibilités d'implication du public dans la gestion des activités de nature. L'interprétation des résultats nous permettra de discuter de l'évolution possible des sports de nature vers une démocratie participative dans un espace protégé et de porter une réflexion critique sur les difficultés que rencontre la mise en politique des loisirs sportifs (section 4).

1. Vers une gestion participative des controverses sportives en espace naturel ?

- 7 La gestion des espaces naturels est complexe et doit tenir compte des interactions entre des acteurs très différents. Les pratiques sportives de nature s'insèrent donc dans un environnement particulier, qui demeure contingent à chaque site. Il existe ainsi des usages concurrents de la nature qui mènent parfois à des situations conflictuelles. Les collectivités territoriales ont la difficile tâche d'orchestrer ces usages multiples en tentant de pacifier les relations. La gestion participative est une solution en cours d'élaboration mais qui se heurte au fait que, pour le cas des pratiques sportives, la très grande partie des utilisateurs agit en électron libre.

1.1. La gestion participative dans les espaces protégés

- 8 Pour Callon, Lascoumes et Barthe (2001), les situations d'incertitude sont devenues une chance pour la démocratie en ce qu'elles redonnent un rôle de premier plan aux citoyens ordinaires et autres profanes, longtemps restés en dehors de toute action politique ou extérieurs aux choix techniques. Le domaine des loisirs sportifs de nature présente des controverses encore peu explorées qui questionnent les grandes lignes de partage entre connaissances objectives et subjectives, ainsi que la dichotomie entre représentés et représentants politiques. D'une part, les controverses sont souvent environnementales et se centrent par exemple sur l'impact d'une pratique ou sur l'impact d'un aménagement nécessaire au développement de l'activité⁶. D'autre part, la massification des activités sportives de nature n'a pas aboli l'idéologie libertaire pionnière⁷ qui les accompagne et qui se traduit par une pratique en marge des institutions classiques. Ainsi, la question de la représentativité des fédérations sportives se pose avec acuité, puisque seule une faible part des pratiquants en est adhérente.

- 9 La gestion de la nature (et des activités qui s'y insèrent) s'est particulièrement complexifiée. La nature a en quelques années acquis « une dimension publique et politique qui modifie son rôle et son statut » (Kalaora, 2001 : 592). Face à cette nouvelle donne, les sports de nature et le « tourisme sportif » se développent dans une nature qui peut être ordinaire ou gérée. Chaque espace sportif demeure contingent en fonction des activités sportives et traditionnelles présentes, du maillage administratif plus ou moins complexe, de la répartition des compétences (sportives, touristiques...) au sein des collectivités, des espaces protégés et de leurs prérogatives...
- 10 Dans les espaces protégés, l'une des volontés est de développer la « gestion concertée ». Cette émergence de la concertation va de pair avec la transformation actuelle de la démocratie et le développement des démarches participatives. L'incitation à la participation est une volonté qui émane notamment de la Fédération des Parcs naturels régionaux de France. L'objectif annoncé par ces collectivités territoriales est que « la population participe aux projets des territoires à travers la société civile, associations, réseaux constitués... » (FPNR, 2005). L'enjeu est d'associer de nouveaux acteurs dans une logique horizontale afin de résoudre des conflits ou de construire un projet de territoire. Beuret (2006 : 73) explique ainsi que « la gestion concertée peut inclure des temps de dialogue ou de négociation, voire de consultation de certains groupes d'acteurs qui n'ont pas souhaité participer ou n'ont pas été reconnus légitimes pour le faire par l'ensemble des participants ». Dès lors, la question est de savoir si cette gestion participative peut englober les simples pratiquants, fort nombreux dans les sports de nature ou si elle est restreinte à une démocratie des porte-parole.

1.2. La représentation contrastée des pratiquants ordinaires

- 11 Brièvement abordé précédemment, le cas des sports de nature est singulier en ce que les fédérations peinent à rassembler un nombre important de pratiquants en leur sein (MJS/INSEP, 2001). Cet effritement institutionnel s'explique en partie par leur orientation compétitive qui n'est pas la priorité des pratiquants (Chifflet, 2005), davantage centrés sur une logique hédoniste. Quant aux structures commerciales, elles encadrent bien souvent des débutants dans l'acquisition des premiers éléments techniques, avant qu'une partie de ces derniers ne pratique en toute autonomie. Ainsi, l'offre commerciale et associative des sites dédiés aux sports de nature représente parfois une part minoritaire de pratiquants. Pourtant, ces institutions ont été et sont encore les interlocuteurs privilégiés des gestionnaires et des collectivités territoriales dans la mise en place de politiques adaptées⁸. Les pratiquants ordinaires sont par conséquent relégués au second plan de l'espace public (Mounet, 2007b) alors que leur pratique est gérée, débattue et parfois controversée. Cependant, la nécessité d'instaurer une gestion concertée redistribue actuellement la donne en matière de légitimité politique et de représentativité. Notre dessein est d'interroger la manière dont les pratiquants ordinaires perçoivent la gestion d'un site ainsi que leur capacité à intégrer de nouvelles formes d'action collective relevant de la démocratie participative, au travers des formes argumentatives développées⁹.

2. Terrain d'étude et méthodologie

- 12 Une pré-enquête a été réalisée avec les chargés de mission « tourisme » et « sports de nature » du Parc naturel régional de Chartreuse afin de choisir le terrain d'étude le plus approprié. Le site du col du Coq s'est révélé être une opportunité et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'offre en matière de loisirs sportifs est exceptionnellement variée quelle que soit la saison, avec des registres de difficulté extrêmement hétérogènes. Par exemple, les pratiques vont de la luge en famille au ski de pente raide pour l'hiver, et de la simple balade à l'escalade sportive l'été. Ensuite, cet espace de loisir se situe à environ trente minutes de voiture de l'agglomération grenobloise et constitue le point de départ pour gravir la Dent de Crolles, sommet emblématique de la région, d'où une forte affluence. Enfin, le col du Coq présente un maillage territorial particulièrement complexe avec différents gestionnaires présents. Si le Parc englobe la totalité du site, deux zones sont des espaces protégés à prérogatives fortes : la Réserve naturelle des Hauts de Chartreuse et l'Espace Naturel Sensible¹⁰ de Pravouta. Il existe donc une superposition de territoires de gestion. Le Parc naturel régional de Chartreuse tente de concilier les pratiques et les usages, en s'inscrivant dans un développement durable des activités. La Réserve naturelle et l'Espace Naturel Sensible sont des espaces qui tiennent compte des activités humaines et de leur compatibilité avec des objectifs environnementaux spécifiques (définis par un plan de gestion). Ainsi, il résulte de cette superposition d'espaces une gestion mixte, partagée entre intentions et réalités de terrain.
- 13 Photo 1 : Le site du col du Coq et de la Dent de Crolles vu du ciel (Parc naturel régional de Chartreuse).

[Photographie : Yohann Rech, 2009]

- 14 Par-delà son offre, sa fréquentation et sa gestion, le col du Coq a paru un lieu d'étude propice tant son avenir demeure incertain. En effet, ce site fut une petite station de sports d'hiver jusqu'au milieu des années 1990. Depuis, ses remontées mécaniques surannées et inutilisées en font une véritable « friche touristique ». Les avis des acteurs divergent

puisque certains prônent la relance de cette station (d'une altitude bien modeste) alors que d'autres préconisent un développement plus doux de l'espace. De là est née notre ambition d'investir ce conflit en tentant de saisir les arguments « participatifs » des pratiquants ordinaires, en gardant à l'esprit cette « nécessité d'inclure dans le réseau de l'enquête les acteurs qui sont les moins visibles, soit parce qu'ils sont réduits au silence par les porte-parole les plus "bruyants", soit parce qu'ils n'occupent tout simplement pas une place centrale dans la controverse » (Rémy et Mallard, 2001 : 20-21).

15 Photo 2 : L'ancien téléski du col du Coq à l'abandon.

[Photographie : Florent Bouteiller, 2009]

- 16 Notre enquête s'inscrit fortement dans une démarche inductive et accorde une place importante à la découverte de terrain. En termes de méthodologie, nous avons opté pour la réalisation d'entretiens *in situ*, en interrogeant directement les individus sur leur lieu de pratique, au retour de leur activité. La récolte de données dans cette situation permet une très grande richesse du discours puisque la personne est immergée dans le milieu, limitant ainsi les oublis et les imprécisions. En revanche, le dérangement des individus sur le lieu de leur loisir pose certains problèmes. Ainsi, nous n'avons pas réalisé des entretiens semi-directifs *stricto sensu*, mais plutôt une technique articulant entretien non-directif et semi-directif. Il s'agissait dans un premier temps d'entrer en empathie avec la personne interrogée (Kaufmann, 1996) afin d'établir une relation d'échange, phase cruciale sous peine de ne pas accéder à l'information¹¹. Une fois l'amorce créée, le second temps se caractérisait par un entretien davantage structuré, avec des thèmes à aborder. Deux axes ont été privilégiés : le premier concernait la perception de la gestion par les pratiquants (en termes d'institutions, d'aménagements, d'actions réalisées...); le second s'orientait vers les arguments développés par les simples pratiquants en matière de gestion participative et sur leur volonté d'engagement dans une action collective.

- 17 La méthodologie employée peut être qualifiée d'« évolutive » pour deux raisons. D'une part, la récolte des données en milieu extérieur implique une grande part d'incertitude et nécessite une adaptation constante (aux conditions climatiques, dans le choix du lieu pour réaliser un entretien de qualité, etc.). D'autre part, la démarche inductive implique des transformations dans la grille d'entretien au gré de l'enquête, laissant apparaître des thèmes nouveaux enrichissant la problématique. Nous avons réalisé 69 entretiens avec des pratiquants ordinaires entre l'été 2007 et le printemps 2008. Afin que l'enquête soit la plus exhaustive possible, nous avons varié la période (saison, jour de la semaine, vacances scolaires...) et les types d'activités sportives¹². Nous avons interrogé des excursionnistes fréquentant le site à la journée, des pratiquants locaux et des touristes (cf. Annexe méthodologique).

3. Le discours participatif à l'épreuve

- 18 L'idée de « gestion participative » des espaces protégés est une possibilité d'évolution de l'action publique qui doit être croisée avec le discours des pratiquants ordinaires sur cette question. Il s'agit de comprendre les arguments que les simples citoyens développent quant à la gestion de ces sites mais surtout le rôle qu'ils accepteraient de jouer dans un domaine qui représente pour certains une part extrêmement importante de la vie sociale : le loisir. Si la notion de compétence politique est largement débattue en science politique (Blondiaux, 2007), elle demeure aussi à être interrogée dans le domaine des loisirs sportifs. L'analyse sociologique réalisée montre que le registre des arguments déployés s'avère large et diversifié, tant sur la gestion que sur l'idée de participation. Ces arguments révèlent des positions éclectiques qui se traduisent de trois façons. Tout d'abord un registre non participatif où les individus justifient de manières différentes leur mise à distance de la participation. Ensuite, un registre participatif où les personnes interrogées sont très intéressées par cette évolution de l'action publique, mais dont les motivations sont en réalité davantage centrées sur la consultation que la participation. Enfin, un registre où la gestion du site n'est que faiblement perçue par les individus et où la représentation d'une nature « originelle » est idéalisée.

3.1. Justifications non participatives

- 19 Alors que la démocratie connaît un renouvellement profond par des procédures redonnant une dimension plus active aux citoyens, ces derniers perçoivent de manières diverses ces transformations et ne sont pas tous enclins à l'idée de démocratie participative. Les justifications concernant cette « non-participation » relèvent de logiques variées et ne peuvent être confondus. En effet, certains interrogés éprouvent un attachement pour la démocratie représentative et rejettent de manière viscérale l'idée de participation. D'autres se sentent incompetents face aux problématiques de la gestion d'un site et d'autres enfin s'inscrivent dans un désengagement vis-à-vis de l'acte politique qu'est la participation.
- 20 Il faut noter que si l'émergence d'une démocratie participative renouvelle les définitions de la légitimité et de l'intérêt général, certains individus n'en voient nullement l'opportunité et se satisfont de la démocratie représentative telle qu'elle existe. Cette conviction politique repose sur la confiance dans le contrat qui lie le représenté à son représentant, mais surtout dans la croyance en un bien commun dont la construction ne

peut que leur être extérieure : *« Comment les impliquer déjà [les pratiquants]. Moi je ne suis pas tellement pour. [...] Ça me fait penser, c'est comme à l'école, les parents d'élèves et tout, c'est devenu quelque chose de monumental, qui veut tout régler alors qu'ils n'en sont pas capables. Et ça m'embêterait que les pratiquants se mettent à balancer n'importe quoi et à passer par-dessus les gens responsables. Enfin pas simplement responsables devant la loi mais responsables parce qu'ils savent de quoi ils parlent. Moi je suis pratiquant, mais je ne m'estime pas vrai montagnard. C'est pas mon métier. Moi dans mon métier, je dirais pas venez m'apprendre mon métier. Je n'accepterais pas. Et vice versa, j'irais pas dire aux gestionnaires du site, là vous faites des conneries, c'est comme ça que ça marche¹³ ».*

- 21 Cet extrait d'entretien est révélateur de la confiance accordée au principe de délégation propre à la démocratie représentative et qui n'est pas une simple manière de se désengager de toute action collective. La coupure que la délégation opère entre le représenté et son représentant n'est pas vécue dans ce cas comme un déficit de démocratie mais au contraire comme un principe fondateur de la démocratie. Un autre individu, impliqué dans la vie politique d'une commune proche de Grenoble, exprime également ce point de vue : *« Moi par expérience, quand on commence à demander l'avis des gens, en ce moment c'est les municipales on travaille sur une liste, si on commence à demander l'avis des gens à Meylan, il y a 200 personnes 200 avis. Donc je me méfie quand même, je pense qu'il faut que ce soit pris en charge par des gens compétents. Ils le font et je pense qu'ils le font bien. [...] bien sûr que j'ai un avis sur tout, mais on va arriver à des aberrations. Je crois qu'il faut garder son naturel, même si ça me casse les pieds qu'il n'y ait pas de parking »¹⁴.*
- 22 Les individus rencontrés qui s'inscrivent dans cette forme de « défiance participative » ont bien conscience de la politique menée dans cet espace de loisir et de la gestion particulière des lieux qui en découle, mais leur intervention dans l'espace public relèverait pour eux de l'ingérence.
- 23 Dans la gamme d'arguments déployée, certaines personnes rencontrées lors de notre enquête affichent un sentiment d'incompétence face à la gestion de ce type de site. Ainsi, elles ne sont pas directement opposées à la gestion participative mais se représentent difficilement le rôle qu'elles peuvent jouer : *« Je crois que les gens qui s'occupent du lieu, dont c'est le métier ils savent mieux. [...] Je crois qu'il y a beaucoup de gens qui ne connaissent pas la montagne... qui ne connaissent pas les choses élémentaires... Même nous on ne sait pas tout. Donc je crois que c'est pas à nous... on ne sait pas assez... même si on a conscience qu'on fait attention, on essaie de se renseigner... »¹⁵.* Ces arguments ne se fondent pas sur une hostilité à l'idée de participation du public. Au contraire, ceux qui emploient ce type d'argumentation paraissent surtout peu familiers avec les éléments de gestion : *« Je pense qu'il y a certainement beaucoup de gens qui auraient des choses à apporter... moi je ne suis pas trop exigeant... j'aurais peut-être pas beaucoup d'idées »¹⁶.* C'est donc la question de la « compétence politique » (Blondiaux, 2007) qui se pose et de l'incapacité à entrer dans l'action politique, dès lors que les éléments de base échappent aux citoyens ordinaires, en quelque sorte victimes d'un effet de « cens caché » (Gaxie, 1978).
- 24 L'engagement participatif apparaît à bien des égards limité et les justifications apportées se traduisent souvent par une volonté de demeurer non seulement en dehors du débat public, mais également en dehors de toute interaction sociale. Ainsi, certains pratiquants fréquentent cet espace périurbain avec la volonté de s'isoler, de limiter les rencontres et de s'extraire de toute activité humaine. C'est avant tout la neutralité des interactions qui est recherchée et une « socialisation à distance » (Niel et Sirost, 2008: 192) pour mieux apprécier le paysage qui s'offre à leurs yeux. Par ailleurs, le loisir et la gestion des sites

n'apparaissent pas pour certains comme des objets politiques légitimes. Nos observations montrent que la cause n'est pas toujours primordiale : *« On répond volontiers à votre enquête... mais on a déjà pas mal de chose à faire et on est déjà pas mal sollicité d'une manière générale pour ne pas encore être responsable des lieux qu'on fréquente pour les loisirs... On ne s'en désintéresse pas non plus mais voilà, être investi, participer, c'est un peu excessif »*¹⁷. C'est dans ce cas davantage un désintérêt plus qu'une opposition à la participation qui se fait jour. Mais c'est également le problème d'une controverse touristique qui demeure confinée et qui ne perfore pas l'espace public : *« Si un jour ils voulaient construire des immeubles je serais le premier à venir manifester, mais là je connais même pas les propriétaires, je savais même pas qu'il y avait des propriétaires officiels »*¹⁸. La controverse quant au renouveau touristique du col du Coq n'implique directement que les porte-parole – seuls ayants droit à la parole publique – et laisse en marge de ce débat une foule de pratiquants qui peinent à se mobiliser collectivement (mais aussi à s'informer).

3.2. La participation en perspective

- 25 L'opposition, le sentiment d'incompétence et le désintérêt quant à la gestion participative ne sont pas les seuls arguments avancés et certains individus font preuve d'une véritable ouverture aux nouvelles formes potentielles de gestion de ces espaces. Contrairement à toute attente, ils formulent un véritable intérêt à la fois pour les modes de gestion et pour les politiques publiques qui s'y appliquent.
- 26 Au-delà de la simple adhésion à ce renouveau démocratique, certains montrent une velléité d'engagement qui relève directement d'une volonté citoyenne plus active. Cet engagement diffère d'un contre-pouvoir ou d'une attitude « *nimbyste* »¹⁹ qui se cantonnerait à des réactions anti-aménagistes. Les individus affichant une telle sensibilité conçoivent davantage leur action potentielle en termes d'aide à la décision dans un contexte d'incertitudes, de modernisation de la vie publique, de satisfaction du public et d'équité face à la représentation politique. La coupure entre représentant et représentés, particulièrement criante dans le domaine des loisirs sportifs, ne laisse pas tout le monde indifférent comme en témoigne ce randonneur : *« C'est sûr que trente ans de balade, ça en fait, donc on a un avis et on peut être source de propositions. [...] Moi c'est quelque chose qui m'intéresse. C'est vrai que c'est dommage de se passer de l'avis de milliers de personnes, ça fait quand même une masse d'informations, d'avis, de connaissances, et en fait, c'est dommage de se passer de cette masse »*²⁰. Dans ce cas, les connaissances « profanes » du milieu montagnard et de sa fréquentation sont perçues comme autant d'outils qui permettraient aux gestionnaires d'ajuster au mieux leurs projets. Mais il s'agit dans ce cas d'une volonté de consultation, plus que d'implication au sens strict. Cependant, d'autres personnes interrogées sont prêtes à s'investir : *« Si on prend notre cas à nous, on participe quand même à la vie municipale, parce que la commune de Saint-Pancrasse elle s'arrête là [au col], c'est vrai que nous on pourrait être intéressé, moi je suis pour la démocratie participative »*²¹. *S'il se passe des choses et des choses nouvelles, pourquoi pas »*²². Malgré cette volonté de participation, les arènes délibératives permettant la rencontre entre connaissances vernaculaires et expertes n'en sont pour l'instant qu'à leurs balbutiements et les pratiquants hors de toute organisation vivent pour certains un véritable « embarras de parole »²³ pour reprendre les termes de Latour (2004).
- 27 Toute la difficulté d'une mise en œuvre effective de la gestion concertée – c'est-à-dire impliquant une pluralité d'acteurs au-delà de la simple participation des porte-parole

classiques – résiderait dans les modalités d'organisation de cette concertation et dans les procédures – encore à inventer – qui en relèveraient. Les pratiquants les plus enclins à la participation ne manquent pas de souligner les problèmes liés à leur manque de représentation et plus encore à la manière d'organiser la prise de parole. C'est souvent une multitude de questions qui est posée concernant la forme que peut prendre le débat public. Dans ce cadre, les nouveaux modes de communication sont souvent proposés comme un moyen d'enrichir le débat et de débiter la participation : « Sur le site Internet du Parc, les gens qui font la démarche, qui vont sur le site Internet prendre des infos et tout, peut-être à ce moment là demander s'ils aimeraient bien que des choses changent ou soient faites »²⁴. Les consultations en ligne pourraient donc être un outil supplémentaire permettant à la démocratie de « s'équiper » (Benvegna, 2006). Mais d'autres démarches similaires sont aussi évoquées dans les entretiens : « J'aimerais bien donner mon avis mais juste comme ça, une boîte à idée, dans un Office de tourisme, mais après un degré d'implication plus grand, je ne sais pas. Je ne sais pas si les gens sont prêts. Moi une boîte à idée ça me suffirait. Par exemple des fois le balisage est super bien fait, on a envie de dire ok c'est super bien fait, ou c'est bien aménagé »²⁵. Ainsi, il existe une certaine demande « consultative » (au niveau d'implication modeste) et dont les dispositifs demandent à être expérimentés. Plus qu'une implication durable dans la gestion du site, il transparaît surtout une volonté d'expression dans le cadre de consultation ponctuelle.

- 28 Certains individus perçoivent bien l'enjeu de leur implication et cernent dans un même temps le problème de la représentativité des porte-parole, incarnés le plus souvent par les fédérations sportives : « Les gens qui viennent en vacances et qui vont se balader à la Dent de Crolles, je ne sais pas comment on peut les impliquer, [...] je ne sais pas combien de personnes passent par an là mais si on considère qu'ils sont tous pratiquants, ça fait beaucoup. Peut-être le CAF [Club Alpin Français] si on considère qu'il représente tous les marcheurs de France... mais c'est pas sûr... »²⁶. L'ambiguïté de cette représentation est pointée mais la nécessaire mobilisation pour s'imposer dans le contexte d'action apparaît complexe. Ainsi, la légitimité institutionnelle dont jouit le mouvement sportif associatif, pourtant bien peu représentatif en nombre effectif de licenciés, étouffe en partie la voix des pratiquants ordinaires. Il est cependant à noter que même les individus les plus enclins au développement de la démocratie participative donnent malgré tout une légitimité très importante à la démocratie des porte-parole : « il y a encore trop peu de gens qui adhèrent à des assoc, que ce soit la FRAPNA [Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature] ou des plus petites associations, parce que ça passe pas le mouvement associatif, la protection, la gestion, le respect des espaces naturels. [...] c'est par le mouvement associatif, pour faire bouger c'est par les associations, t'as plus de poids, on fait pas ça tout seul »²⁷. Plus qu'une opposition entre deux modèles démocratiques, c'est aussi une combinaison qui semble possible entre un engagement participatif individualisé et une autre forme d'engagement organisé au sein d'associations.

- 29 Les perspectives ouvertes par la gestion participative ne se traduisent donc pas par l'effacement de la démocratie des porte-parole mais peut-être comme formant les deux faces d'une même pièce et permettant à de nouveaux acteurs de pénétrer le débat public. En effet, si l'idéal démocratique se traduit aussi en termes d'équité, le gouvernement des espaces de loisirs sportifs a laissé en marge les pratiquants ordinaires, pourtant fort nombreux. Les stéréotypes véhiculés à leur égard sont tenaces mais résistent difficilement à l'analyse puisque la dépolitisation qui leur est bien souvent attribuée se révèle à nuancer. Mais la volonté affichée par certains de participer au débat public n'est

jamais totalement désintéressée. En effet, si certains acteurs ont des valeurs qui se confondent avec celles de l'idéal délibératif, d'autres ont également des intérêts qui relèvent plus du particulier que du général. C'est par exemple le cas lorsqu'un habitant local veut à tout prix relancer la station de sports d'hiver qui serait à quelques minutes de chez lui, ou au contraire celui qui souhaite s'investir dans le but de limiter le développement touristique et conserver, pour lui seul, son espace de pratique.

3.3. Nature de la gestion et gestion de la nature

- 30 La perception de la gestion de l'espace par les pratiquants est une condition *sine qua non* pour que la gestion participative puisse être réellement envisagée. Or, la volonté des simples pratiquants de s'impliquer dans la gestion reste à nuancer puisqu'une partie importante d'entre eux ne perçoit pas cette gestion. Autrement dit, si certains individus ont une représentation assez précise de l'action publique territoriale, de l'activité des gestionnaires et du rôle que les pratiquants peuvent ou non jouer, une dernière catégorie d'individus émerge de l'analyse et montre une faible perception de ces aspects. Cette non perception n'est pas à attribuer naïvement aux touristes, qui seraient extérieurs à une supposée réalité locale, et n'est pas véritablement fonction du niveau de pratique sportive. Il ne s'agit pas plus d'un manque d'intérêt de la part d'individus investissant ce lieu et l'interprétation des dires de ces acteurs relève d'un registre moins intuitif que ces hypothèses de sens commun. En effet, une part importante d'individus fréquente ce site avec l'intention d'investir la « Nature » : « Nous ce qu'on a surtout aimé dans ce coin, Saint-Pierre de Chartreuse, c'est que c'est encore la montagne, la vraie montagne, c'est pas envahi par l'immobilier vorace. On voit des alpages, on voit des troupeaux, on voit de la belle montagne, qui n'a pas été encore trop détruite, et ça c'est vrai que c'est appréciable »²⁸. Lorsque dans l'entretien, nous testons les connaissances de cette même personne sur les différents espaces protégés franchis pour se rendre au sommet de la Dent de Crolles, elle est particulièrement surprise d'avoir traversé une Réserve naturelle et le justifie de la manière suivante : « Non pour nous ça n'a pas d'importance. La montagne, c'est la même, le respect qu'il soit en bas ou en haut c'est pareil. Enfin moi je fais pas de différence, c'est pour ça que ce soit une Réserve ou pas une Réserve... je pense que c'est la façon dont se comportent les gens qui est importante ». Cet extrait est révélateur de l'ambiguïté de la gestion de ces sites. En effet, les pratiquants apparaissent très attachés au lieu et souhaitent préserver l'espace montagnard, mais cette sensibilité pour l'environnement ne va pas de pair avec une perception de sa gestion. Autrement dit, leur volonté d'investir une nature vierge, intacte de toute action de l'homme, est contradictoire avec l'idée que des individus travaillent de façon continue à planifier, répertorier, négocier, instruire ou réprimer²⁹...
- 31 Cette nature sauvagée tant recherchée est en réalité le fruit de multiples déplacements qu'opèrent et qu'ont opéré divers acteurs par leurs activités respectives (pastoralisme, protection de la nature, exploitation forestière, aménagements liés aux pratiques sportives...). Alors que la structuration partielle de l'espace par l'homme est mise à distance par une partie des pratiquants, ils attachent pourtant une grande importance aux petits aménagements tels que le balisage ou les informations s'y rapportant comme l'explique ce promeneur : « Pour moi, un panneau qui te dit tant de kilomètres, l'horaire, la direction, c'est le principal, après faut pas surcharger, on reste quand même dans la nature »³⁰. S'ils préfèrent se convaincre que le site conserve sa dimension originelle, il est en revanche inconcevable pour eux que disparaissent les diverses indications apportant du

confort et de la sécurité. Une partie de l'activité humaine est ainsi occultée par les pratiquants au profit d'une représentation épurée de l'environnement. Mais, au-delà de cette partition qui noue une relation particulière entre l'homme et l'environnement, c'est davantage le problème d'une cosmologie qui se conjugue difficilement avec l'idée que la nature (et les sports dont elle est le support) puisse être gérée. Une des personnes rencontrées au fil de l'enquête l'exprime en ces termes : « *La montagne elle est comme elle est. C'est déjà beau qu'il y ait des sentiers et qu'on puisse y accéder facilement. A mon avis c'est parfait, c'est propre, c'est facile, je ne vois pas ce qu'on pourrait demander de plus* ».

- 32 La volonté des Parcs naturels régionaux d'instaurer une gestion participative montre donc ses limites dans un contexte où l'anthropisation de l'espace n'est pas uniformément perçue. Non seulement certains de ces pratiquants n'ont aucunement l'intention de s'impliquer dans la gestion, mais ils ont surtout la volonté de mettre à distance ces activités qui dénaturent leur nature. Face à ce que l'on peut appeler une dissonance vis-à-vis de la réalité de la nature, le rôle des gestionnaires apparaît principalement comme un moyen de sécuriser et d'aseptiser un milieu bien trop hostile, tout en effaçant soigneusement les traces de leur action.

4. La gestion participative des sports de nature : un collectif en gestation ?

- 33 Concernant la gestion des espaces de loisirs sportifs, la nouvelle gouvernance qui tente de s'instaurer a, dans un premier temps, essentiellement impliqué des porte-parole. Au lieu d'étudier les jeux d'acteurs à l'intérieur de cette gouvernance, nous avons porté toute notre attention sur les arguments déployés par les pratiquants ordinaires face à la possibilité d'une gestion participative. Cette dernière n'en étant qu'à ses balbutiements, nous nous sommes attachés à comprendre la perception que les simples pratiquants ont de cette éventualité. Il en ressort une réception tout en contraste à la fois de l'action publique et du rôle que chacun accepte d'y jouer. En effet, la mise en politique des loisirs sportifs n'est pas uniformément perçue et il apparaît *in fine* que l'idée même de participation n'a pas la même résonance pour tous les pratiquants. Ces différences se traduisent non seulement en termes d'engagement politique, mais aussi en termes de valeurs véhiculées par la participation, de conception de l'intérêt général et de légitimité à prendre la parole dans un espace public en construction. La typologie construite dresse un panorama de la perception de l'éventualité d'une gestion participative dans le Parc naturel régional de Chartreuse. Les regroupements opérés permettent de saisir une réalité complexe, tant la gamme d'arguments employés par les acteurs interrogés s'avère large. L'étude met en avant la capacité des acteurs à exprimer leur représentation de l'idéal démocratique, quelle que soit la sensibilité qu'ils affichent pour la gestion participative. Seule la non-perception de la gestion par certains pratiquants relève d'une logique quelque peu différente. Elle ne se traduit pas par un désintérêt pour le site ou le milieu montagnard, mais davantage par une représentation particulière de l'environnement qui ne permet pas de penser les outils de gestion.
- 34 Alors que la gestion autoritaire a montré à bien des égards ses limites (Mounet, 2007b) (notamment par l'impasse des conflits qu'elle engendre), la gestion participative que souhaitent impulser les Parcs naturels régionaux s'avère donc très complexe à mettre en œuvre. Elle annonce néanmoins une nouvelle étape qui tranche avec le développement

anarchique du début des activités sportives de nature. L'instauration des Commissions Départementales des Espaces, Sites et Itinéraires (CDESI) au sein des Conseils généraux a marqué un premier pas vers l'institutionnalisation de ces activités et l'organisation des CDESI se veut participative. Or, comme nous l'avons déjà indiqué, elles incluent uniquement en leur sein des porte-parole dont la légitimité et la représentativité sont parfois discutables. Après un premier stade caractérisé par une démocratie des porte-parole, le gouvernement de ces sites pourrait se transformer par une volonté d'impliquer de nouveaux acteurs. L'idée de gestion participative permettrait *a priori* de donner de la consistance à l'action publique et d'en accroître la légitimité, tout en redonnant un rôle central dans sa construction aux simples pratiquants qui sont bien souvent les plus nombreux. Or, pour se démarquer d'une démocratie des porte-parole et prendre une dimension concrète, la gestion participative se heurterait à un triple problème.

- 35 Premièrement, celui du caractère encore illégitime du loisir périurbain comme objet politique, qui, pourtant, s'entrecroise à bien des égards avec les politiques de la ville, de l'environnement et du tourisme. La considération en demi-teinte que les représentants élus portent à ce domaine tranche avec l'idée de notre prétendue « société de loisir » (Dumazedier, 1962). De plus, la gestion participative de ces espaces est bien souvent impulsée par les techniciens/gestionnaires qui ne sont pas, faut-il le rappeler, des élus.
- 36 Deuxièmement, la représentation de la nature parfois idéalisée de certains pratiquants laisse planer le doute quant aux chances de réussite d'une gestion participative dans ces espaces. Par ailleurs, l'usage de la nature par d'autres acteurs (chasseurs, éleveurs, aménageurs...) mieux organisés et plus influents montre l'importance et la légitimité des porte-parole pour influencer les modes de gestion de la nature.
- 37 Troisièmement, la gestion participative ne pourra exister que si elle intègre la mobilité des pratiquants comme une donnée structurante, en se détachant des stéréotypes véhiculés par des dichotomies entre citadins et locaux ou entre touristes et excursionnistes. Autrement dit, en termes d'équité, elle ne peut se contenter d'intégrer dans le débat public les seuls locaux ou alors la démocratie demeurera « immobile ». C'est aussi à ce constat qu'arrive Viard (2000 : 149) au sujet de la démocratie résidentielle, puisque pour lui « la question se pose plus largement de savoir ce que vaut un territoire électif en société d'archipel mobile où l'on vote plus souvent là où l'on dort que là où l'on agit ».
- 38 Au final, il s'agit bien d'un collectif que la gestion participative veut créer, en redonnant la parole à ceux qui se sentent parfois frustrés de se taire et en pointant les nombreuses imbrications entre ce qui relève de la nature et de la politique. Alors que les gestionnaires sont bien souvent tiraillés entre protection de l'environnement et développement touristique, la gestion participative qu'ils envisagent d'instaurer serait de leur point de vue un moyen de satisfaire au mieux les exigences contradictoires de la préservation et de l'utilisation de ces espaces. Ces collectivités territoriales ont ainsi la possibilité de renouveler la gestion des sports de nature en s'ancrant véritablement dans les problèmes locaux (alors que les CDESI, en se situant au niveau départemental, ont parfois du mal à se situer concrètement dans le territoire³¹). Ainsi, les leviers pertinents pourront être actionnés pour faire évoluer l'action publique vers une meilleure prise en compte des problèmes de terrain. L'échelle la plus pertinente semble d'ailleurs davantage se situer au niveau local (c'est-à-dire un site, une vallée, un plateau, une baie...). C'est aussi l'assurance de mobiliser les acteurs les plus directement concernés par la gestion de ces activités. On pourrait ainsi imaginer l'instauration de comités participatifs, qui ne

seraient pas réduits aux simples porte-parole mais dont la composition serait non figée et ouverte aux individus concernés par la gestion de son territoire vécu.

39 Carte 1 : Répartition des lieux d'enquête au col du Coq

BIBLIOGRAPHIE

Bacqué M.-H., Rey H., Sintomer Y., 2005, « La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique ? », in: Bacqué M.-H., Rey H., Sintomer Y. (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, p. 9-46.

Benvegny N., 2006, « Le débat public en ligne. Comment s'équipe la démocratie dialogique ? », *Politix*, Vol. 19, n°75, p. 103-124.

Beuret J.-E., 2006, *La conduite de la concertation. Pour la gestion de l'environnement et le partage des ressources*, Paris, L'Harmattan.

Blatrix C., 2009, « La démocratie participative en représentation », *Sociétés contemporaines*, n°74, p. 97-119.

Blondiaux L., 2007, « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? Retour sur un concept classique de la science politique », *Revue Française de Science Politique*, Vol. 57, n°6, p. 759-774.

Blondiaux L., 2008, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil, Coll. « La République des Idées ».

Blondiaux L., Sintomer Y., 2002, « L'impératif délibératif », *Politix*, Vol. 15, n°57, p. 17-35.

Callon M., Lascoumes P. et Barthe Y., 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil.

Chateauraynaud F., 2007, « La contrainte argumentative. Les formes de l'argumentation entre cadres délibératifs et puissances d'expression politiques », *Revue européenne des sciences sociales*, n° 136, p. 129-148.

Chifflet P., 2005, *Idéologie sportive et service public en France*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

Corneloup J., Mao P., 2010, *Créativité et innovation dans les loisirs sportifs de nature*, L'Argentière La Bessée, Fournel.

Deprest F., 1997, *Enquête sur le tourisme de masse. L'écologie face au territoire*, Paris, Belin.

Descola P., 2007, « Postface. Les coulisses de la nature », *Cahiers d'anthropologie sociale*, n°3, p. 123-127.

Dumazedier J., 1962, *Vers une civilisation du loisir ?*, Paris, Seuil.

FPNR, 2005, *La gouvernance des Parc naturels régionaux*, Paris, FPNRF.

Gasparini W., 2005, « Sport, pouvoir local et démocratie participative en Alsace », *Espaces et Sociétés*, n°123, p. 53-67.

- Gaxie D., 1978, *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégations politiques*, Paris, Seuil.
- Kalaora B., 1993, *Le musée vert. Radiographie du loisir en forêt*, Paris, L'Harmattan.
- Kalaora B., 2001, « A la conquête de la pleine nature », *Ethnologie française*, Vol. 31, n°4, p. 591-597.
- Kaufmann J.-C., 1996, *L'entretien compréhensif*, Paris, Nathan.
- Lascoumes P., 1995, « Les arbitrages publics des intérêts légitimes en matière d'environnement. L'exemple des Lois Montagne et Littoral », *Revue française de science politique*, Vol. 45, n°3, p. 396-419.
- Latour B., 2004, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte.
- Lefèvre B., Thiery P., 2010, « Les premiers résultats de l'enquête 2010 sur les pratiques physiques et sportives en France » *Stat-info*, 10-01, p. 1-4.
- Manin B., 2002, « L'idée de démocratie délibérative dans la science politique contemporaine. Introduction, généalogie et éléments critiques (entretien avec L. Blondiaux) », *Politix*, Vol. 15, n° 57, p. 37-55.
- Maurice A., 1987, *Le surfeur et le militant*, Paris, Editions Autrement.
- Mermet L., 2001, « L'institution patrimoniale du Haut Béarn : gestion intégrée de l'environnement, ou réaction anti-environnementale ? », *Annales des Mines. Responsabilité et environnement*, n°21, p. 9-21.
- Mignon P., 2006, « La place des activités de pleine nature dans les pratiques physiques et sportives en France », in: Bourdeau P. (dir.), *La montagne terrain de jeu et d'enjeux*, L'Argentière la Bessée, Editions du Fournel, p. 45-57.
- MJS/INSEP, 2001, « La France sportive. Premiers résultats de l'enquête 'Pratiques sportives 2000' », *Stat-Info*, 1, p. 1-8.
- Mounet J.-P., 2007a, « Sports de nature, développement durable et controverse environnementale », *Natures Sciences Sociétés*, Vol. 15, n°2, p. 162-166.
- Mounet J.-P., 2007b, « La gestion environnementale des sports de nature : entre laisser-faire, autorité et concertation », *Développement durable et territoires* [En ligne], Varia, mis en ligne le 11 juin 2007, URL : <http://developpementdurable.revues.org/document3817.html>
- Niel A. et Sirost O., 2008, « Pratiques sportives et mises en paysage (Alpes, Calanques marseillaises) », *Études rurales*, n°181, p. 181-202.
- OMT, 1995, *Rassemblement des statistiques du tourisme interne. Manuel technique*, n°3, Organisation Mondiale du Tourisme.
- Pociello C., 1995, *Les cultures sportives*, Paris, PUF.
- Ravenscroft N., Curry N., Markwell S., 2002, « Outdoor recreation and participative democracy in England and Wales », *Journal of Environmental Planning and Management*, Vol. 45, n°5, p. 715-734.
- Rech Y., Mounet J.-P., Briot M., 2009, « L'innovation dans les sports de nature : l'irruption de nouvelles activités dans une station de sports d'hiver », *Espaces et Sociétés*, n°136-137, p. 157-171.
- Rémy E., Mallard A., 2001, « Perception du public et analyse de controverses : quels enjeux pour la gestion des risques ? », *Annales des Mines. Gérer et comprendre*, n°66, p. 15-24.
- Theys J., 2003, « La Gouvernance, entre innovation et impuissance », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 2 : Gouvernance locale et

Développement Durable, mis en ligne le 01 novembre 2003. URL : <http://developpementdurable.revues.org/1523>

Truchot G., 2002, « Les activités sportives de nature », in: MJS/INSEP (dir.), *Les pratiques sportives en France. Enquête 2000*, Paris, MJS et INSEP, p. 69-73.

Viard J., 2000, *Court traité sur les vacances, les voyages et l'hospitalité des lieux*, La Tour d'Aigues, Editions de L'aube.

Viard J., 2006, *Eloge de la mobilité. Essai sur le capital temps libre et la valeur travail*, La Tour d'Aigues, Editions de L'aube.

ANNEXES

Annexe méthodologique : les lieux de l'enquête

Le choix du lieu s'avère crucial dans la réussite de l'entretien et il est possible de distinguer différents lieux d'enquête pour la période estivale et hivernale. Au total, cinq lieux différents ont été utilisés au col du Coq (Carte 1). En été, il a fallu éviter les parkings et se concentrer sur les zones de retour de randonnée, notamment le virage des Ayes et la forêt. Nous avons pris contact avec les individus au retour de leur activité pour qu'ils soient le plus disposés à répondre. L'expérience a montré qu'il fallait privilégier les zones ombragées. La forêt des Ayes s'est avérée un point stratégique pour réaliser des entretiens puisque l'entonnoir naturel formé par le chemin en fait un point de passage obligé des pratiquants. En hiver, la route n'a pas été déneigée prioritairement et n'a pas été salée, ce qui a particulièrement compliqué les conditions d'enquête. D'une part, il a fallu nous rendre sur notre terrain d'étude en ski de randonnée pour interroger les personnes directement sur le terrain, l'accès en voiture ayant été pratiquement impossible durant tout l'hiver. D'autre part, les lieux d'enquête estivale se sont révélés peu pertinents en hiver puisque les gens descendent à ski le plus souvent et ne s'arrêtent qu'à proximité des parkings. Nous avons donc changé de technique en les interceptant sur la route, quand ils ralentissaient ou quittaient leurs skis (ou leurs raquettes), vers le parking des Ayes ou le parking du col du Coq.

Légende	
● Commune	
Aménagements touristiques	
ü Stations de sports d'hiver	
— Télési	
Réseau routier et sentier	
— Routes	
— Itinéraire de ski de randonnée	
— Chemin de grande randonnée (GR)	
— Sentier	
Relief	
TTT Escarpement	
● Cote d'altitude	
	1 : forêt des Ayes
	2 : virage des Ayes
	3 : parking des Ayes
	4 : parking du col du Coq
	5 : forêt de l'Océpé

Les entretiens et les caractéristiques des interrogés

Nous avons réalisé 69 entretiens entre juillet 2007 et avril 2008, ce qui représente vingt journées d'enquête sur le terrain. Nous avons varié : les saisons ; les jours de la semaine, les horaires, les périodes de travail et de vacances ; les types d'activités sportives. Différents tableaux peuvent résumer la répartition des entretiens en fonction de ces éléments.

Tableau 1 : Répartition des entretiens en fonction de la saison

	Été	Automne	Hiver
Nombre d'entretiens	37	8	24

Tableau 2 : Répartition des entretiens en fonction du type de journée

	Semaine	Week-end	Jour férié
Nombre d'entretiens	31 (dont 21 l'été et 10 l'hiver)	35 (dont 21 l'été et 14 l'hiver)	3

Tableau 3 : Type de loisirs sportifs pratiqués

	Randonnée pédestre	Escalade	Course à pied en montagne	Spéléologie	Speed- riding	Randonnée à ski	Raquette à neige	Luge	Ski freestyle
Nombre d'entretiens	40	2	2	1	1	7	14	1	1

Tableau 4 : Répartition des entretiens en fonction du sexe

	Un homme	Une femme	Un couple
Nombre d'entretiens	32	3	34

Tableau 5 : Diplôme scolaire des enquêtés

	Fréquence
Bac /Bac+2	30,4%
Bac+5 /Bac+8	29,0%
Bac+3 /Bac+4	21,7%
CAP /Brevet /Bep	14,5%
Non réponse	2,9%
Sans	1,4%
Total	100,0%

Tableau 6 : Age des enquêtés

	Fréquence
Moins de 30	20,3%
de 30 à moins de 45	30,4%
de 45 à moins de 60	33,3%
de 60 à moins de 75	14,5%
75 et plus	1,4%
Total	100,0%

NOTES

1. L'excursionnisme est défini par l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT, 1995) comme un déplacement d'une journée vers un site touristique.
2. Loi du 6 juillet 2000 ainsi que loi du 9 décembre 2004.
3. La pratique sportive en dehors des institutions est une constante depuis plusieurs années et les enquêtes les plus récentes le confirment (Lefèvre et Thiery, 2010 : 2) : « Plus des deux-tiers des pratiquants ne sont pas adhérents d'une structure (association ou club privé marchand). Il est intéressant de noter que cette proportion est presque aussi élevée pour les pratiquants réguliers ou intensifs (respectivement 66 % et 62 %) ».
4. Le concept de gestion participative s'inspire de certaines transformations politiques modernes et notamment de la montée de la délibération dans nos sociétés démocratiques. L'idée de démocratie participative a reposé dans un premier temps sur des propositions théoriques au caractère particulièrement normatif (Manin, 2002), formant une idéologie dont les traces se manifestent aujourd'hui dans le discours des pouvoirs publics comme dans celui des simples citoyens. Cette diffusion sociale traduit un changement profond dans l'idéal démocratique de notre société contemporaine (Blondiaux, 2008). C'est ainsi que les termes de participation, de consultation ou encore de concertation sont souvent invoqués par les représentants politiques, relevant d'un véritable « impératif délibératif » (Blondiaux et Sintomer, 2002). Les expériences participatives sont hétérogènes et concernent différents domaines de la vie publique (Bacqué, Rey et Sintomer, 2005), relevant à la fois du discours (pour les élus comme pour les citoyens ordinaires) et plus concrètement de nouvelles procédures.
5. Par le terme de « pratiquants ordinaires », nous proposons, par référence au « citoyen ordinaire » de Callon, Lascombes et Barthe (2001), de qualifier les pratiquants hors de toute organisation, sans porte-parole et que nous considérons comme des citoyens en situation de loisir.

6. Comme l'ont montré Lascoumes (1995) et Deprest (1997), les projets d'Unité Touristique Nouvelle (UTN) prévus par la « loi montagne » sont caractéristiques de ce point de vue, tant ils sont sources de compromis et de tensions entre protecteurs, aménageurs, élus...
7. On peut se reporter à l'ouvrage toujours classique de Maurice (1987) sur les rapports entre militantisme et pratiques sportives pionnières.
8. L'organisation de débats démocratiques dans le domaine des politiques sportives est encore peu développée, et se limite souvent à l'intervention de quelques notables du sport en collusion avec les élus (Gasparini, 2005).
9. Chateauraynaud (2007) insiste sur le fait de ne pas simplement se focaliser sur les *jeux d'acteurs* mais de porter une attention particulière aux *jeux d'arguments*, souvent délaissés dans les enquêtes sociologiques.
10. Un Espace Naturel Sensible (ENS) est un site préservé pour son intérêt faunistique et floristique, géré par un Conseil général. Des aménagements pour le public peuvent être réalisés dans un objectif culturel ou scientifique.
11. La spécificité de l'objet de recherche a nécessité de sortir du rôle de chercheur au sens strict. Ainsi, l'enquêteur principal disposait du double statut de sociologue et de professionnel de la montagne. De ce fait, il a été possible de parler le langage vernaculaire spécifique aux pratiquants de sports de nature et de paraître crédible auprès des enquêtés. En effet, l'enquêteur était parfois « testé » par l'enquêté sur ses connaissances de la montagne. La récolte du matériau empirique a donc été soumise à ce type de contraintes spécifiques mais la connaissance du milieu a favorisé la richesse du discours.
12. Le choix de réaliser des entretiens en toutes saisons a induit certaines contraintes : hiver comme été le choix de l'emplacement des entretiens a dû évoluer pour s'adapter aux contraintes climatiques (soleil, vent, froid,...) comme aux contraintes structurelles (route non déneigée l'hiver alors qu'elle était jusque-là ouverte).
13. Entretien avec Jean, 62 ans, directeur d'entreprise à la retraite, le 5 août 2007 (les prénoms des personnes interrogées ont été modifiés pour assurer la confidentialité).
14. Entretien avec Yvan, 65 ans, ingénieur à la retraite, le 18 janvier 2008.
15. Entretien avec Hervé, 48 ans, ébéniste, et sa femme Hélène, le 26 août 2007.
16. Entretien avec Jean-Jacques, 51 ans, électricien, le 5 août 2007.
17. Entretien avec Yves, 50 ans, commercial, le 15 septembre 2007.
18. Entretien avec François, 39 ans, demandeur d'emploi, le 13 octobre 2007.
19. Adjectif dérivé de l'acronyme anglais NIMBY : *Not In My Back Yard*.
20. Entretien avec Robert, 60 ans, ingénieur informatique retraité, le 21 décembre 2007.
21. Le terme de « démocratie participative » est employé de manière spontanée par l'enquêté, sans que l'enquêteur l'ait utilisé.
22. Entretien avec Marc, 59 ans, ingénieur, le 17 janvier 2008.
23. B. Latour (2004) a introduit cette notion pour qualifier l'incapacité à prendre la parole.
24. Entretien avec Louise, 26 ans, chargée de développement, le 6 août 2007.
25. Entretien avec Jean-Pierre, 38 ans, responsable administratif, le 19 avril 2008.
26. Entretien avec Benjamin et Marie, 45 ans, informaticiens, le 15 août 2007.
27. Entretien avec Jocelyn, 43 ans, éducateur spécialisé, le 14 octobre 2007.
28. Entretien avec Antoine, 56 ans, instituteur, le 13 août 2007.
29. Pour une illustration de la manière dont l'imaginaire occidental préfère parfois ignorer l'action de l'homme sur la nature pour mieux idéaliser une nature sauvage, on peut se reporter à Descola (2007).
30. Entretien avec Samuel, 40 ans, ingénieur, le 5 août 2007.
31. Certaines CDESI optent cependant pour une gestion globale des activités au niveau départemental, tout en se déclinant en commissions locales pour mieux appréhender les problèmes de terrain.

RÉSUMÉS

Confrontés aux différents problèmes que pose la gestion des loisirs sportifs de nature, certains espaces protégés envisagent d'instaurer une gestion participative impliquant davantage les pratiquants et les différents acteurs. En s'appuyant sur une étude de cas réalisée dans le Parc naturel régional de Chartreuse (France), l'article interroge la manière dont les pratiquants ordinaires perçoivent une telle éventualité. L'étude des arguments développés par les simples pratiquants offre une représentation contrastée de la gestion participative. Une typologie dresse les différentes manières de concevoir l'action publique dans ce type d'espace, ainsi que le rôle que chaque citoyen accepterait d'y jouer. L'analyse montre que l'idée de gestion participative se heurte à diverses perceptions de l'anthropisation de l'espace et de la nature parfois « renaturalisée » par les usagers.

Faced with different problems raised by the management of outdoor recreation, some protected areas try to establish a participatory management that better involves practitioners and the various stakeholders. Based on a case study realized in the regional natural Park of Chartreuse (France), this article questions the way the ordinary practitioners perceive a participatory device under development and that is intended for them. The study of arguments developed by ordinary practitioners offers a contrasted representation of participatory management. A typology designs the various approaches to conceive public action in this kind of area as well as the role that each citizen agrees to play there. The analysis shows that participatory management comes up against different perceptions of human impacts on natural environment that is sometimes "renaturalized" by practitioners.

INDEX

Keywords : ordinary practitioners, outdoor recreation, participatory management, protected area, tourism

Mots-clés : espace protégé, gestion participative, pratiquant ordinaire, sports de nature, tourisme

AUTEURS

YOHANN RECH

Yohann Rech est docteur en STAPS de l'Université de Grenoble et membre du laboratoire Violences Identités Politiques et Sports (VIP&S). Actuellement ATER à l'ENS Cachan – Antenne de Bretagne, ses travaux portent sur la gestion et l'organisation des espaces de loisir sportif de nature. Il a notamment publié (avec J.-P. Mounet et M. Briot) « L'innovation dans les sports de nature : l'irruption de nouvelles activités dans une station de sports d'hiver », 2009, *Espaces et Sociétés*, n°136-137, p. 157-171 et (avec J.-P. Mounet) « Les loisirs sportifs de nature au prisme de

la théorie de l'acteur-réseau : enjeux et perspectives », 2009, *Journal of Physical Education and Sport*, Vol. 25, n°4. Email : yohann.rech@gmail.com

JEAN-PIERRE MOUNET

Jean-Pierre Mounet est Maître de conférences HDR en STAPS (sociologie du sport, du tourisme et des loisirs) et Docteur en écologie. Il est membre du laboratoire PACTE-Territoires (UMR 5194). Ses thèmes de recherche portent sur les sports de nature et le tourisme durable, la gestion environnementale, la concertation et les conflits d'usage. Email : jean-pierre.mounet@ujf-grenoble.fr